

# Pour une protection budgétaire



Photo: Annik MH de Carufel Le Devoir Le Parti québécois propose de rendre l'école obligatoire jusqu'à l'âge de 18 ans ou jusqu'à l'obtention d'un premier diplôme, comme c'est maintenant le cas en Ontario, soulignent les auteurs.

## Jean Trudelle et Suzanne-G. Chartrand

Respectivement enseignant du collégial retraité et professeure retraitée de l'Université Laval. Membres de Debout pour l'école!

7 septembre 2018 **Idées**

**Dans le cadre de la campagne électorale, *Le Devoir* présente, le mardi 11 septembre à l'UQAM, un « Devoir de débattre » sur les grands enjeux en éducation, avec des représentants des quatre principaux partis. Pour l'occasion, le groupe indépendant « Debout pour l'école ! », un collectif citoyen de réflexion sur l'éducation, nous a proposé une analyse des programmes des principaux partis. Nous publierons leurs textes d'ici le 11 septembre. Aujourd'hui, le programme du Parti québécois.**

À l'évidence, le [Parti québécois](#) a pris bonne note des critiques et des motifs de la grogne populaire au sujet de l'éducation au cours des dernières années. Son programme semble construit sur mesure pour répondre à chacun des problèmes qui ont fait partie de l'actualité pendant cette période. Parfois clair, parfois avec une part de flou, l'ensemble

des engagements du PQ est ainsi au diapason des principaux problèmes relevés dans le système scolaire du primaire et du secondaire.

L'un des éléments clés des engagements du PQ est celui d'une protection budgétaire pour l'éducation, sorte de loi bouclier qui empêcherait toute diminution ou toute coupe du budget à ce poste. Cette idée entend traduire la volonté de préserver la place de l'éducation, dans l'ensemble des missions de l'État. Mais cette protection reste à déterminer et, compte tenu des investissements massifs qui seraient actuellement nécessaires, après des coupes de 1 milliard, on ne voudrait pas d'une loi qui consacrerait le sous-financement actuel !

Autre nouveauté : rendre l'école obligatoire jusqu'à l'âge de 18 ans ou jusqu'à l'obtention d'un premier diplôme, comme c'est maintenant le cas en Ontario.

La gratuité scolaire à l'université est également un élément important de la plateforme : on se rappelle qu'en 2012, le mouvement étudiant avait défait le PLQ et permis au PQ de prendre le pouvoir pour une courte période. Le PQ fait preuve d'une prudence de bon aloi quant à l'échéancier pour atteindre cette gratuité, mais au moins, l'intention est clairement affichée.

Appeler un chat un chat

Le PQ est le seul parti, sauf erreur, à reconnaître, à nommer et à dénoncer la ségrégation scolaire... dans une introduction que signeraient Debout pour l'école ! et bien des groupes progressistes. Mais la façon de changer les choses est moins claire : on évoque la diminution progressive des subventions aux écoles privées, sans fixer d'échéance ni d'objectifs. Signalons que cette avenue risquerait de faire porter aux personnels des écoles privées une bonne partie des pressions financières liées à ce changement de cap. Par ailleurs, obliger les écoles privées et les écoles à projets particuliers à accepter des élèves en difficulté apparaît bien mince en regard de l'ampleur du problème actuel. Au moins, le PQ reconnaît explicitement l'école à plusieurs vitesses, comme le signalait le Conseil supérieur de l'éducation dans son rapport de 2016. L'importance d'assurer la mixité sociale et scolaire est reconnue, même si on en fait la composante d'un « renouvellement » nécessaire de l'école publique, au lieu d'une condition essentielle de la réalisation de la mission fondamentale de l'école publique : instruire et éduquer tous les élèves.

Des éléments obligés...

Les critiques ont été tellement nombreuses sur l'état du parc immobilier des commissions scolaires qu'aucun parti politique ne peut ignorer la vétusté actuelle des écoles : le PQ ne fait pas exception, promettant un vaste chantier pour remettre les écoles en état. Il en va de même de la revalorisation des enseignantes et des enseignants, une formule passe-partout dont les leviers sont peu déclinés dans le programme, même si l'amélioration des conditions de travail est timidement mentionnée, comme la diminution du nombre d'élèves par classe.

Par ailleurs, plusieurs éléments des engagements du PQ sonneront comme une douce musique aux oreilles de celles et de ceux qui travaillent en éducation : éviter le brassage des structures (les commissions scolaires seront préservées !), réaffirmer l'importance des cégeps et celle de la formation générale (finies, les sempiternelles remises en question sans fondement !), simplifier la reddition de comptes (ouf !), revoir le financement des universités (attendu depuis longtemps !) en reconnaissant au passage qu'il faut limiter la course aux effectifs (tiens, tiens !).

### L'enseignement supérieur

Le PQ propose bien quelques avenues en enseignement supérieur, notamment l'obligation, pour les universités à charte, de se soumettre aux mêmes règles que celles du secteur public. Cependant, au regard de la complexité des enjeux dans ce domaine, le programme est pour le moins chenu. Les problématiques de l'enseignement supérieur sont tout sauf simples : la gouvernance, la compétition pour attirer les étudiants étrangers, les relations grandissantes et structurantes avec l'entreprise privée, la marchandisation du savoir, la rivalité des établissements, tous ces enjeux traversés par un faisceau d'intérêts divergents : le monde universitaire est une boîte de Pandore que les partis politiques ne semblent pas trop avoir envie d'ouvrir.

Dans ce contexte, les engagements du PQ semblent un peu candides. Quelques nouveautés accrocheuses (un cours d'histoire au cégep qui fait une bonne place à la contribution des femmes, par exemple), mais rien de substantiel.

Il en va de même pour l'éducation des adultes et l'alphabétisation. Le Parti québécois souhaite lancer une décennie de l'alphabétisation dont on ne décline pas les axes principaux d'intervention. On a affaire à un projet bien vague : mais il en faudra bien davantage pour s'attaquer aux problèmes dans ce domaine.

Dans l'ensemble, la plateforme du PQ en éducation est intéressante dans les grandes lignes, mais ce parti est accoutumé au clignotement à gauche en période électorale et au virage à droite une fois élu...